



**Direction du Patrimoine des
Investissements Médicaux et
de la Sécurité**

3 Boulevard Fleming
25030 BESANÇON Cedex Tél. 03
81 21 80 77
Email. ntp@chu-besancon.fr

**ASSURANCES ET SES GARANTIES
COMPLEMENTAIRES POUR LA
CONSTRUCTION D'UN BATIMENT
DE PSYCHIATRIE**

***CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)***

PROCEDURE ADAPTEE

La procédure est passée en application des dispositions de l'ordonnance n° 2018-74 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018- 1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Procédure adaptée : Article L 2123-1 de l'ordonnance et des articles R 2123-1, R 2123-4 et R 2123-5 du Décret suscit.

SOMMAIRE

1- OBJET DU MARCHÉ	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 ASSURANCE TOUS RISQUES CHANTIER	4
1.3 ASSURANCE RC MAÎTRE D'OUVRAGE.....	4
1.4 ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGE	4
1.5 COLLECTIF DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE (SI MONTANT TRAVAUX, HONORAIRES TECHNIQUES INCLUS EST > 15 000 000 € HT)	5
1.6 DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ	5
2- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
2.1 PIÈCES PARTICULIÈRES	5
2.2 PIÈCES GÉNÉRALES	6
3- DURÉE DU MARCHÉ – RECONDUCTION.....	6
3.1 DURÉE DU MARCHÉ	6
3.2 RECONDUCTION	6
4- TAXES D'ASSURANCES	7
5- FORME ET CONTENU DU PRIX – VARIATIONS	7
5.1 CONTENU DES PRIX.....	7
5.2 VARIATION DANS LES PRIX	7
6- RÉGLEMENT DU TITULAIRE PRIME PROVISIONNELLE PRIME DE REGULARISATION	8
6.1 PRIME PROVISIONNELLE	8
6.2 PRIME DE REGULARISATION DÉFINITIVE	8
6.3 PRÉSENTATION DE LA PRIME PROVISIONNELLE ET DE LA PRIME DÉFINITIVE	8
6.4 MODALITÉS ET DÉLAIS DE RÉGLEMENT	9
6.5 MISE EN DÉMEURE.....	9
6.6 INTÉRÊTS MORATOIRES	9
7- CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION	9
8- CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLE ...	10
9 RESILIATION DU MARCHÉ	11
9.1 CAS DE RESILIATION RESULTANT DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU CODE DES ASSURANCES	11
9.2 RENONCIATION A LA RESILIATION A LA SUITE D'UN SINISTRE	12
9.3 CAS DE RESILIATION RESULTANT DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	12
10- MODIFICATIONS DES CARACTÉRISTIQUES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DU TITULAIRE	12

11- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	13
12- DOCUMENTS A FOURNIR AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ .	13
13- DIFFERENDS ET LITIGES.....	13

1- OBJET DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clause Administratives Particulières (CCAP) concernent :

- La souscription des polices d'assurances construction suivantes inhérentes à l'opération ci-après :

La construction d'un bâtiment de psychiatrie en vue d'accueillir les services de psychiatrie du CHU de Besançon.

1.2 Assurance Tous Risques Chantier

Au titre de ce contrat sont garantis, pendant la période de construction de l'ouvrage, tous les dommages matériels subis par les biens assurés, tels que définis à l'article 4 du CCTP dès lors qu'ils se trouvent sur le site du chantier, quelle qu'en soit l'origine.

1.3 Assurance RC Maître d'Ouvrage

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa Responsabilité Civile en raison des dommages corporels, matériels y compris atteinte accidentelle à l'environnement, immatériels consécutifs et non consécutifs causés à des Tiers, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux.

1.4 Assurance Dommages-Ouvrage

Sont garantis, les dommages de la nature de ceux dont sont notamment responsables les constructeurs au sens de l'article 1792-1 du code civil.

C'est-à-dire les dommages qui :

- compromettent la solidité des ouvrages constitutifs de l'opération de construction, y compris les ouvrages existants avant l'ouverture du chantier lorsqu'ils sont totalement incorporés dans l'ouvrage neuf et en deviennent techniquement indivisibles,
- affectant lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipements les rendent impropres à leur destination,
- affectent la solidité de l'un des éléments d'équipements indissociables des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couverts, au sens de l'article 1792-2 du code civil.

Est garanti, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement de la totalité des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol.

Sont prévues également les extensions de garanties suivantes :

- La garantie des éléments d'équipements dissociables ou plus communément appelée la garantie de bon fonctionnement.,

- La garantie des dommages immatériels consécutifs à un dommage garanti après réception,
- La garantie des dommages aux existants divisibles,
- La garantie des dommages aux éléments d'équipements inertes.

1.5 Collectif de Responsabilité Décennale (Si montant travaux, honoraires techniques inclus est > 15 000 000 € HT)

Si le montant prévisionnel de l'opération s'avérait être supérieur à 15 000 000 euros HT, le maître de l'ouvrage pourra souscrire contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD), tel que prévu à l'article R 243-1 du Code des Assurances, afin de pallier aux difficultés que pourraient rencontrer les différents intervenants à l'acte de construire et en vue de garantir leur responsabilité civile décennale à hauteur du coût total de construction déclaré par le maître de l'ouvrage (cf. article R 243-3 du Code des Assurances)

L'ensemble de ces prestations est détaillé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Il est entendu que pour chacune des opérations, La société Le CHRU DE BESANCON se réserve la possibilité de ne pas souscrire, en sus de la garantie dommages-ouvrage, les garanties Tous Risques Chantier et RC Maître d'ouvrage .

1.6 Décomposition du marché

Sans objet

2- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent par ordre de priorité décroissante.

2.1 Pièces particulières

1. L'acte d'engagement et ses annexes (fiche de correspondance, tableau de gestion des contrats d'assurances et des sinistres),
2. Le présent CCAP,
3. Le CCTP et les documents ci-après :
 - Marché signées avec le maître d'œuvre,
 - Marché signées avec le bureau de contrôle technique,
 - Marché signées avec le coordonnateur sécurité et protection de la santé,
 - Rapport initial du bureau de contrôle technique ,
 - Cahier des Clauses Techniques Particulières travaux par lot,
 - Plans de l'opération.
4. La fiche de présentation de l'opération.

2.2 Pièces Générales

1. Le Code des Assurances,
2. Le cahier des Clauses Administratives Générales de Prestation Intellectuelle,
3. Les lois, décrets, arrêtés et leurs circulaires d'application régissant les prestations du présent marché, dont les textes sont en vigueur et applicables à la date de prise d'effet du marché.

Les pièces générales ci-dessus, réputées connues, ne sont pas jointes.

3- DUREE DU MARCHÉ – RECONDUCTION

3.1 Durée du marché

Les marchés prennent effet à compter de sa notification à l'assureur ou à son mandataire et pour les dispositions du marché relatives à l'assurance Dommages-Ouvrage au plus tard à la date d'ouverture du chantier.

- Pour la garantie Dommage-Ouvrage :

Le marché s'achève à la fin d'une période de 10 ans à compter de la date de réception de l'ouvrage ou en cas de survenance de sinistres de nature décennale garantis : à la date de clôture du dernier sinistre de nature décennale né dans la période décennale mais clos postérieurement.

- Pour la garantie TRC :

Le marché s'achève à la fin de la durée de garantie « Maintenance Visite » ou en cas de survenance de sinistres garantis : à la date de clôture du dernier sinistre garanti né dans la période durant laquelle la TRC et ses garanties complémentaires s'appliquent mais clos postérieurement.

- Pour la garantie RCMO :

Le marché s'achève à la réception de l'ouvrage ou en cas de survenance de sinistres garantis : à la date de clôture du dernier sinistre garanti né dans la période durant laquelle la RCMO et ses garanties complémentaires s'appliquent mais clos postérieurement. Étant précisé qu'à l'issue de la réception des ouvrages ce marché bénéficie d'une garantie subséquente pendant une durée minimum de 5 ans (cf. CCTP-RCMO).

3.2 Reconduction

Il est expressément convenu que, dans le cas où la durée des travaux dépasserait la date prévisionnelle de réception des ouvrages initialement prévue, le pouvoir adjudicateur ou l'assuré en informera l'Assureur avant la date d'expiration des garanties. Afin d'éviter tout risque d'oubli, il est entendu que l'attributaire du marché alertera le pouvoir adjudicateur sur le fait que la date de réception prévisionnelle du chantier est atteinte (au moins quinze jours avant la date prévue).

Dans ce cas, les garanties seront prorogées automatiquement pour une durée complémentaire fixée à l'acte d'engagement, sans surprime.

Si, à l'expiration du délai de prorogation automatique dans les conditions ci-avant définies, les travaux ne peuvent toujours pas être réceptionnés, le pouvoir adjudicateur ou l'assuré devra se rapprocher de l'Assureur afin d'obtenir une nouvelle prorogation des garanties

Il appartient à chacun des candidats de préciser, au sein de l'acte d'engagement, quelles sont les conditions financières de prolongation de cette garantie.

La garantie RC Maître d'Ouvrage sera opérante pour toutes réclamations présentées en tenant compte des délais de prescription légaux.

4- TAXES D'ASSURANCES

Tous les montants figurant dans l'acte d'engagement afférent à chacun des lots sont exprimés en distinguant le montant HT de la (des) prime(s) et le montant des taxes d'assurances (y compris la taxe sur les catastrophes naturelles le cas échéant) applicables selon la réglementation en vigueur.

5- FORME ET CONTENU DU PRIX – VARIATIONS

5.1 Contenu des prix

Les prix du marché sont libellés Toutes Taxes d'Assurances comprises (y compris la garantie des catastrophes naturelles le cas échéant).

Les prestations seront réglées à compter de l'émission des pièces contractuelles de l' (les) assureur(s) en fonction du (des) montant(s) des primes d'assurances fixé(s) dans l'acte d'engagement .

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales et autres.

5.2 Variation dans les prix

Sans objet.

6- REGLEMENT DU TITULAIRE PRIME PROVISIONNELLE PRIME DE REGULARISATION

6.1 Prime provisionnelle

Concomitamment à l'émission des pièces contractuelles , l' assureur émettra , pour les garanties Tous Risques Chantier, RC Maître d'Ouvrage, Dommages-Ouvrage , un appel de prime provisionnelle calculée comme suit:

L'assureur émettra un appel de prime provisionnelle sur la base d'un taux exprimé en pourcentage TTC multiplié par le montant prévisionnel du montant des travaux de construction TTC (incluant les honoraires techniques).

6.2 Prime de régularisation définitive

A réception de l'opération de construction, objet du présent marché, l'assureur procédera, pour chacun des contrats , à l'émission d'une prime de régularisation qui sera établie en fonction du montant définitif du coût de la construction TTC (en incluant les honoraires techniques).

NB : le taux de régularisation sera bien entendu celui qui a été retenu lors de l'attribution du marché pour l'appel de prime provisionnelle.

6.3 Présentation de la prime provisionnelle et de la prime définitive

Le paiement est effectué sur présentation de factures établies et devra correspondre aux termes du présent marché.

Les demandes de paiement devront être déposées sur le portail Chorus : Identifiants Chorus

Etablissement	Siret	Code service	Libellé service
CHU BESANCON	262 501 760 00264	TRAVAUX	DPIMS TRAVAUX

Avec :

- 1) le nom du souscripteur,
- 2) la référence du contrat,
- 3) le nom du bénéficiaire des garanties (dans le cas d'une assurance pour le compte de),
- 4) La nature du contrat (tous risques chantier, dommages ouvrage, rc constructeur non réalisateur ,....),
- 5) Le numéro de la police attribué par l'assureur,
- 6) le montant de la prime nette (c'est-à-dire hors taxes d'assurances et hors catastrophes naturelles),
- 7) le montant total à payer toutes taxes incluses (y compris la taxe sur les catastrophes naturelles),
- 8) l'assiette de prime et sa nature (provisionnelle, régularisation,...),
- 9) le nom, l'adresse et les coordonnées bancaires du prestataire chargé de l'encaissement de la prime émise.

6.4 Modalités et délais de règlement

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du marché sur appels de primes dans les conditions ci-dessous :

Le délai global de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la facture. Le délai de paiement courra à compter de la date à laquelle la conformité des prestations sera constatée par Le CHRU DE BESANCON, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Le règlement se fait par virement bancaire.

.

6.5 Mise en demeure

A défaut de paiement par le pouvoir adjudicateur des primes d'assurances appelées, le titulaire du marché pourra adresser au CHU DE BESANCON un préavis de mise en demeure pour non paiement qui entraînera les conséquences énoncées à l'article 113-3 du code des assurances (suspension puis résiliation des contrats concernés).

6.6 Intérêts moratoires

Sans objet.

7- CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

La prestation doit être exécutée dans les conditions définies aux C.C.T.P des différents contrats d'assurances.

Obligations de discrétion et secret professionnel

Le titulaire du marché est tenu au respect du secret professionnel.

Le personnel du Titulaire, ainsi que l'ensemble des éventuels co-traitants, sont tenus à une totale obligation de discrétion.

Le personnel du Titulaire devra obtenir préalablement l'accord du CHRU DE BESANCON pour communiquer à des tiers, toute information relative au présent marché.

Le Titulaire du contrat est tenu à un devoir de réserve et de confidentialité totale sur l'ensemble des données et informations tant techniques que financières qui lui seront fournies par le CHU DE BESANCON.

Outre les dispositions prévues dans le CCTP, le titulaire apportera toutes diligences à la gestion du contrat et aux règlements des sinistres garantis par le présent marché

8- CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLE

De façon générale, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, soit principalement le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le RGPD).

L'entrepreneur s'engage plus précisément :

- **À** garder confidentielles les données à caractère personnel auxquelles il pourrait avoir accès à l'occasion de l'exécution du contrat le liant au CHRU de BESANCON ;
- **À** assurer la sécurité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution dudit contrat en mettant en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles adéquates conformément aux recommandations émises par la Commission Nationale l'Informatique et des Libertés (système d'authentification, chiffrement, gestion des habilitations, traçabilité des accès, etc) ;
- **À** ne pas utiliser les données à caractère personnel traitées à d'autres fins que celles spécifiées dans le contrat ou ayant donné lieu à une instruction écrite du CHRU de BESANCON ;
- **À** ne pas divulguer les données à caractère personnel traitées à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, publiques ou privées, sauf aux fins strictement nécessaires à la bonne exécution du contrat ou sur instruction du CHRU de BESANCON ;
- **À** n'avoir recours, le cas échéant, à un sous-traitant à qui de telles données pourraient être transmises qu'avec l'autorisation écrite préalable du CHRU de BESANCON et, en tout état de cause, uniquement, sous réserve de l'assurance de garanties de confidentialité et de sécurité des données suffisantes ;
- **À** notifier dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 72 heures après en avoir eu connaissance toute violation de données à caractère personnel ainsi que toute information relative à la gravité et l'étendue de la violation et son origine ;
- **À** ne prendre aucune copie des documents et supports d'information qui lui seront confiés, en dehors de ce qui est requis par l'exécution du contrat ou qui procède d'une instruction du CHRU de BESANCON ;
- **À** assister, dans la mesure du possible, Le CHRU de BESANCON dans le respect de ses propres obligations « informatique et libertés » et notamment dans le cas d'une demande de droit d'une personne concernée et/ou pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données ;
- **À** communiquer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, conformément, à l'article 37 du règlement sur la protection des données à caractère personnel ;

- À documenter sa conformité à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel ;
- À respecter, de façon absolue, les obligations précitées et à les faire respecter par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

Le CHU de BESANCON s'engage pour sa part :

- À ne transmettre à l'entrepreneur que les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- À formuler ses instructions à l'entrepreneur s'agissant d'un traitement de données à caractère personnel, par écrit ;
- À garantir le respect des droits relatifs à la protection des données à caractère personnel des personnes concernées et notamment, le cas échéant, le droit d'être tenu informé de la communication de leurs données à l'entrepreneur ;
- À veiller pendant toute la durée des traitements de données à caractère personnel sur lesquels l'entrepreneur pourrait être conduit à intervenir au respect des obligations prévues par le RGPD.

A l'issue du contrat, l'entrepreneur s'engage à supprimer toutes les données à caractère personnel détenues et à détruire toute éventuelle copie existante.

9 Résiliation du marché

9.1 Cas de résiliation résultant de l'application des dispositions du code des assurances

Les dispositions du code des assurances relatives à la résiliation du marché, sont applicables, sous réserves des renonciations expressément consenties par l'assureur, telles que mentionnées dans les cahiers des clauses particulières du présent marché (CCAP commun et CCTP propre à chaque garantie).

La résiliation est de plein droit :

- En cas de non-paiement de la prime et selon les modalités de l'article L 113-3 du Code des assurances ;
- En cas d'aliénation de l'ouvrage objet des présentes et selon les modalités de l'article L 121-10 Code des assurances (SAUF POUR LES GARANTIES DOMMAGES-OUVRAGE ET DECENNALE)
- En cas d'aggravation du risque et s'il est établi que l'assuré à INTENTIONNELLEMENT FAIT UNE FAUSSE DECLARATION ou qu'il a INTENTIONNELLEMENT OMIS DE PORTER A SA CONNAISSANCE une telle aggravation.
- En cas de disparition totale de la construction, objet du présent marché d'assurance, par suite d'un événement non garanti (article L 121-9 Code des assurances) (*) ;
- En cas de retrait de l'agrément de l'assureur (art L 326-12 du code des assurances) (*)
- En cas de procédure collective, sans réponse de la part de l'administrateur dans les 30 jours suite à sa mise en demeure (article L622-13 du Code de Commerce) (*)

(*) dans ce cas, l'assureur est tenu de restituer au souscripteur la portion de prime afférente à la période postérieure à la date d'effet de la résiliation.

9.2 Renonciation à la résiliation a la suite d'un sinistré

Conformément aux dispositions de l'article R 113-10 du Code des assurances, il est formellement convenu que l'assureur renonce à sa faculté de résiliation après sinistre, SAUF POUR LA GARANTIE RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE DE L'OUVRAGE (RCMO) et ses garanties complémentaires.

9.3 Cas de résiliation résultant de l'application des dispositions du codé de la commandé publique

L'acheteur ou le souscripteur peut résilier le présent marché d'assurance dans les cas prévus aux articles L 2195 et suivants du code de la commande publique et notamment :

- En cas de force majeure (L.2195-2 du code précité)
- En cas de faute d'une gravité suffisante de l'assureur (L 2195-3-1° du code précité)
- Pour motif d'intérêt général (L 2195-3-2° du code précité)
- Lorsque l'assureur, au cours de l'exécution du marché, est placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du code précité (L.2195-4 du code précité)
- Lorsque le marché n'aurait pas dû être attribué à l'assureur en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne telle que mentionné à l'article (L.2195-5 du code précité).
- Lorsque l'exécution du marché ne peut être poursuivie sans apporter au présent marché une modification substantielle non autorisée par les dispositions du code précité (L.2195-6 du code précité)

10- MODIFICATIONS DES CARACTERISTIQUES ADMNISTRATIVES ET JURIDIQUES DU TITULAIRE

Toute modification intervenant au sein de l'entreprise du titulaire pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée, au CHU DE BESANCON.

Ce type de modification pourra toucher la forme de l'entreprise, la raison sociale, la dénomination, l'adresse, le capital, le numéro de compte bancaire etc.

Il en est de même quant aux renseignements que le titulaire a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

11- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, **la loi française est seule applicable. Les tribunaux français** sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'EURO. Le prix libellé en EURO restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

12- DOCUMENTS A FOURNIR AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHÉ

Tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de celui-ci, chaque titulaire de marché devra fournir les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire par mail l'adresse suivante : ntp@chu-besancon.fr et transmis par le CHU au titulaire par mail à l'adresse fournis.

13- DIFFERENDS ET LITIGES

Les parties conviennent de régler les litiges pouvant survenir dans l'application du présent contrat de façon amiable entre Le CHRU DE BESANCON et le titulaire du marché.

Les parties conviennent expressément qu'en cas de persistance de tout litige relatif à l'interprétation du présent contrat, il sera soumis au Tribunal compétent.